



Rapport de l'Observatoire Social Tunisien

Aout 2016

Le mois d'Aout 2016 a connu la formation d'un nouveau gouvernement qui a reçu le vote de confiance de l'A.R.P., après des consultations qui ont duré environ 2 mois. L'essentiel à retenir est que ce gouvernement fera face à un ensemble de dossiers sensibles nécessitant une résolution sur plusieurs niveaux certaines urgentes et rapides et d'autres à portées stratégiques.

Dans nos précédents rapports, nous avons évoqué plusieurs problématiques touchant divers secteurs et régions qui ont été à l'origine de plusieurs mouvements de protestations relevés durant les derniers mois. Dans ce qui suivra nous rappelons l'essentiel de ces dossiers afin de travailler à leur résolution :

Les dossiers sociaux, le principal moteur de la révolution tunisienne, ont été au premier rang dans les mouvements citoyens. Nous citons pour tels : la précarité des situations sociales dans un climat d'une indigestion médiatique, une liberté d'opinion et de protestations, un discours politique ouvert, la présence de nouveaux moyens et outils permettant une évolution dans l'exercice des protestations, l'inflation des prix à la consommation et la diminution du pouvoir d'achat, les situations d'habitation, de chômage et de marginalisation, les problèmes de pénurie d'eau et d'électricité, la qualité des services sociaux, la grande fracture entre les aspirations sociales et les moyens effectifs à la réalisation de ces attentes, l'enrichissement rapide de certaines catégories sociales contre une évolution rapide des indicateurs de pauvreté et l'augmentation en nombre de ceux qui souffrent de besoin et de privation, le travail d'enfants, la déscolarisation spontanée, les situations socio-professionnelles précaires dans le travail de la femme voire la femme rurale et autres dossiers, que nous avons cité dans nos rapports précédents, nécessitant une révision.

Les situations des ouvriers de chantier et des sit-inneurs demandeurs d'emploi, les situations sociales souffrant de précarité ainsi que celles des marginalisés, la migration non réglementaire et le commerce frontalier, la contrebande et le terrorisme sont autant de problématiques qui restent en suspens nécessitant une intervention et une résolution.



La dimension économique a été la problématique essentielle depuis les premières heures de la révolution et plus spécifiquement, les disparités de développement régional reflétant des disparités d'ordre social, éducatif, sanitaire et environnemental sans voir apparaître une stratégie de développement dans la capacité de résorber les oppositions régionales.

Le dossier administratif connaît une place importante dans les mouvements de protestations observés et ce pour deux raisons essentielles. La première étant reliée au fait que la majorité des protestations ont été devant ou à l'intérieur des sièges administratifs et la deuxième étant reliée au fait que la plupart de ces mouvements ont eu pour cible les administrations.

Il est utile de souligner la différence entre l'administration en tant qu'organisme de gouvernance et de services qui nécessite des modifications correctives bien que des slogans de réformes administratives ont été brandis à plusieurs reprises sans réalisations effectives à la hauteur des espérances et attentes et l'administration, comme la considèrent les manifestants, et en tant qu'organisme représentant l'Etat, l'autorité de l'Etat ou le mécanisme par lequel sont incarnées les décisions de l'Etat ce qui constitue la raison essentielle aux protestations dans les régions intérieures.

Nombreuses ont été les problématiques liées au secteurs éducatif et de l'enseignement.

En effet, les espaces éducatifs et associés comme les sièges des délégations régionales et les directions régionales de l'enseignement ont connu un grand nombre de manifestations citoyennes, tout au long de l'année 2015, sous diverses formes, raisons et préoccupations. Ceci a pour raisons essentielles le volume et la densité des institutions éducatives et de l'enseignement ainsi que le nombre important de ses aspirants ; il suffirait, dans ce sens, de signaler que le nombre des institutions d'enseignement préparatoire et secondaire sont aux alentours de 1392 sans compter les institutions primaires et supérieures. Les problématiques au sein de ces institutions demeurent nombreuses en dépit des nécessités de réformes depuis une longue période concernant une réelle politique d'ouverture sur l'environnement, l'amélioration de son rendement et la prévention des diverses formes de violences et de protestations qu'elles contiennent.

Plusieurs manifestations concernant l'état sécuritaire du pays ont été observées aussi bien pour dénoncer les pratiques et dépassements sécuritaires que pour soutenir les instances de la sécurité nationale dans la lutte contre le terrorisme, la violence et le crime.



Depuis le début de l'année 2016, un recul des dépassements et violences des instances de l'ordre a été relevé marquant un changement marquant dans les pratiques avec les manifestants et protestataires malgré la continuité des certains agissements au sein des organismes et postes.

Plusieurs voix se sont élevées pour une réforme fondamentale du corps de la sécurité nationale, dans le traitement du terrorisme afin de ne pas porter atteinte aux libertés individuelles et collectives qui permettrait le retour des anciennes pratiques.

Les services liés au secteur de la santé ont connu un nombre important de protestations durant plusieurs périodes de l'année courante dans les régions intérieures souffrant de l'absence sévère ou de la vétusté des infrastructures sanitaires (comme certains dispensaires) ainsi que de l'absence de spécialistes, de Cadre médical et paramédical, d'erreurs médicales, de la pénurie et la vétusté des équipements médicaux et bien d'autres problèmes comme ceux des stents cardiaques, des produits d'anesthésie, les situations des cliniques privées ainsi que la relation avec la CNAM... ces divers dossiers nécessitent des solutions urgentes afin de mettre fin aux disparités liées au secteur de la santé dans les différents espaces de santé et dans l'égalité des chance de tous les citoyens devant la maladie.

Notre organisme relève de façon périodique des protestations contre les services sanitaires même dans les grands hôpitaux indiquant l'état de violence que connaissent ces espaces.

La situation environnementale a été à l'origine de protestations citoyennes. La pollution sous toutes ses formes, les ordures et émanations, le gaspillage, les animaux errants, les insectes, le recul et l'absence des espaces verts, la restructuration des plages, les incendies de forêts et bien d'autres problèmes qui demeurent non résolues et finiront par avoir un impact négatif sur la croissance et la sécurité de l'environnement.

Il est important de souligner que la résolution de cette problématique et la fin du gaspillage environnemental ne résident certainement pas dans la promulgation de loi et de décrets, puisque ces dernières existent, mais dans la mise en place de moyens éducatifs et de sensibilisation aussi bien dans les institutions éducatives que dans les espaces médiatiques pour une meilleure culture environnementale. La notion de développement durable implique que



toute orientation de développement ne peut réussir si elle n'est pas bâtie sur un changement environnemental. Et cette évolution est encore envisageable.

Le dossier sportif demande, pour sa part, une reconsidération fondamentale vue la violence qui règne dans les espaces sportifs. Malgré une réorganisation de la présence des supporters dans les stades et matchs depuis la révolution, la violence continue à être l'essentielle caractéristique du paysage sportif tunisien.

Les protestations citoyennes, les résultats sportifs modestes (compte tenu des supports financiers et sociaux importants), la crise profonde que connaissent les sports collectifs (le foot en particulier) poussent à une réévaluation pécuniaire et sociale des raisons de ces échecs et violences.

La situation des sports individuels, scolaires et universitaires invite au questionnement autour de leur absence.

Les salaires exorbitants de certains joueurs, entraîneurs, la publicité sportive, la violence sportive, les groupes d'ultras, le rendement sportif provoque parfois un état de gêne face l'institution sportive qui devient un organisme de production pour certains investisseurs.

L'examen et la reconsidération est primordiale et demande beaucoup de courage et d'audace.

Ce résumé constitue une énumération des différentes problématiques étant une origine directe ou indirecte à plusieurs mouvements de protestations observées durant les derniers mois.

La cartographie des mouvements de protestations durant le mois d'Aout 2016 :

Plusieurs protestations ont été observées dans divers secteurs et diverses régions durant le mois d'Aout 2016 avec l'élément essentiel de synchronisation de la formation du nouveau gouvernement et les réapparitions d'actes terroristes et d'affrontement avec les forces militaires dans certaines hauteurs du pays. Ceci remet d'actualité le dossier du terrorisme après un ensemble de réalisations sécuritaires précédentes citées par le nouveau gouvernement ce qui laisse à supposer la difficulté d'extraction et de radiation du terrorisme et son retour aux mêmes



espaces cadrés précédemment ainsi que la réapparition et la régénération de certains groupes terroristes censés être définitivement éradiqués.

Il est important de noter que nous avons parlé précédemment de la nécessité de traiter le dossier du terrorisme de manière globale, intégrant non seulement le volet sécuritaire (qui reste l'élément essentiel de cette lutte) mais aussi l'intégration des dimensions sociales, éducatives, culturelles et médiatiques ainsi qu'une réouverture du dossier du terrorisme avec l'établissement d'une cartographie psychologique et sociale des terroristes.

De nombreuses protestations se sont élevées contre le retour du terrorisme, le développement dans les régions intérieures qui connaissent l'essentiel des attaques terroristes, les nombreuses promesses de développement et de discrimination positive en faveur des régions défavorisées, la relation étroite entre le terrorisme et la contrebande ainsi que le commerce frontalier florissant ayant pour cause la précarité des situations de développement dans ces mêmes régions ont sans connaitre d'actions effectives et opérationnelles.

Le retour du terrorisme remet à jour la situation des mosquées et des prisons qui ont été à l'origine du développement de l'acte terroriste puisque des données ont montré que certains prédicateurs assignés à la prise en charge religieuse, spirituelle et morale des détenus les ont transformés en terroristes.

Ceci fait référence à l'accord du 19 juin entre le ministère des affaires religieuses et celui des affaires sociales autorisant les prédicateurs l'accès et la prise en charge des centres sociaux ce qui a engendré un grand mouvement de protestations de diverses parties parce que, non seulement, ceci va transformer ces centres en pépinières de terrorisme mais aussi que les individus présents dans ces centres souffrent de fragilité et de précarité (raisons de leur présence dans ces centres) et nécessitent un autre type de prise en charge et que cet accord sous-entend ainsi la reconnaissance du ministère des affaires sociales son incapacité à le faire.

Le dossier de l'absence, la pénurie et la mauvaise qualité de l'eau était parmi les plus présents dans les mouvements citoyens à travers la majorité des régions en dépit de la situation de sécheresse exceptionnelle, de cette année cette problématique d'eau est présente depuis une longue période dans diverses régions de l'intérieur mais le nouveau dans cette situation c'est la généralisation de cet état dans presque toutes les régions aussi bien intérieures que côtières y compris les grandes villes.



A cet effet, le ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques a déclaré le 15 Aout que les opérations de coupure d'eau ont été programmées afin d'alléger les pressions dans certaines régions, que l'absence d'annonces préalables à ces coupures ont pour but d'éviter la panique et la constitution de réserves inutiles par les utilisateurs qui auront pour effet d'aggraver la situation et que la mauvaise qualité de l'eau potable est indépendante de la qualité de l'eau dans les réservoirs nationaux qui reste d'excellent contrôle.

Les problématiques d'eau invitent le nouveau gouvernement à la mise en place d'une nouvelle stratégie de contrôle du gaspillage de l'eau pendant les périodes d'abondance en tirant profit de ces eaux à travers son réacheminement vers les zones arides par des fleuves artificiels au lieu de la diriger vers la mer.

A ce même titre le mois d'Aout 2016 a connu le gaspillage de milliers de litre de lait et ce pour non capacité de stockage bien que nous soyons à certaines périodes contraints d'en importer, ce qui pose à réfléchir de manière plus globale sur les méthodes de gestion, de stockage et de prévisions en périodes d'abondance des productions et richesses en tenant compte des coûts économiques et sociaux de ces gaspillages qui constituent des éléments de protestations citoyennes.

Une nouvelle année scolaire et universitaire se présente et malgré la période estivale les manifestations dans ces secteurs n'ont pas cessé ayant pour revendications essentielles les recrutements.

En effet, la majorité des délégations régionales de l'enseignement secondaire sont le théâtre de sit-ins et de manifestations des enseignants suppléants pour recrutement depuis plusieurs mois et risquant de connaître des formes d'escalade durant la rentrée scolaire.

Et c'est dans ce même cadre et celui de l'année précédente, la rentrée semble revêtir un aspect difficile dans un contexte de conflits entre le ministère de tutelle et les syndicats de l'enseignement de base ou secondaire provoquant des protestations ayant des répercussions négatives sur le déroulement des leçons et le mécontentement des parents et élèves. Tous les indicateurs montrent la sensibilité de la situation et la nécessité d'une intervention efficace pour une rentrée scolaire paisible.



A un autre niveau d'autres dossiers aussi sensibles attendent le ministre de l'enseignement supérieur comme les situations des universités et facultés tunisiennes (nécessitant une réévaluation profonde et une implication globale des spécialistes), les d'inscription, les foyers et d'autres problèmes latents depuis l'année précédente dans plusieurs facultés et qui réapparaîtront à la rentrée.

Le mois d'Aout 2016 remet à jour le problème de racisme quand un serveur dans un hôtel dans la région de Mahdia agresse verbalement et physiquement un client à cause de la couleur de sa peau en assumant ses faits et propos discriminatoires devant les forces de l'ordre.

Nous n'avons cessé de signaler ce problème avec divers témoignages lors de la défaite précédente de l'équipe nationale contre son homologue africain allant jusqu'au discours d'un responsable footballistique sur l'arbitrage, le sport et les citoyens africains. Ces faits connaissent une grande ampleur médiatique qui disparaît aussitôt jusqu'à l'avènement de nouveaux évènements de ce genre sans stratégie effective.

Nous pensons que le traitement par la condamnation et le ressentiment et la confirmation que nous sommes un peuple tolérant, harmonieux ne suffisent plus. Le discours doit être accompagné de lois et décrets criminalisant les actes de racisme dans tous les espaces, les secteurs et les évènements faisant puisant dans la notion d'égalité des citoyens devant la loi comme citée dans la constitution.

Plusieurs manifestations citoyennes ont été observées quant à la loi promulguée autour des artistes et créateurs. Certains ont considéré cette loi insuffisante et réductrice et d'autres l'ont considérée comme de la poudre aux yeux comme l'a témoignée la grande couverture médiatique de cet évènement.

La saison du pèlerinage a été l'occasion de plusieurs mouvements de protestations concernant les modalités de préparation, le coût et les accompagnateurs de l'acte religieux.

Dénonçant même certaines pratiques douteuses dans l'établissement des listes, la non qualifications de certains imams accompagnateurs et le retour aux anciennes pratiques.

Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs :



De légères variations en nombre et en nature ont été enregistrées durant le mois d'Aout 2016 en comparaison avec le mois de Juillet de la même année mais demeurent élevées par rapport à cette même période de l'année 2015.

Les raisons principales de ce nombre important de protestations sont comme suit :

- La place prépondérante des protestations sociales autour de plusieurs problématiques importantes dans leur essentiel autour comme l'eau ainsi que les lettres aux nouveaux ministres portant sur la nécessité de traitement des dossiers sociaux ;
- Les protestations portant sur des revendications administratives continuent sur la même fréquence sachant que l'administration tunisienne était quasi-inactive durant les deux mois de négociations autour du nouveau gouvernement d'union nationale chose citée par le nouveau chef du gouvernement lors de son discours devant l'A.R.P. ;
- Le retour des protestations d'ordre politique et ce dans le contexte des négociations autour de la formation et des participants dans le nouveau gouvernement, des consultations avec les différentes composantes de la scène politique ; reflétant l'opposition de certains partis politiques ou le soutien des autres mais n'ont pas dépassé le cadre des partis mais largement médiatisées ;
- En dépit de la période de vacances scolaires, la présence des manifestations d'ordre éducatif a été enregistrée entre sit-ins et menace de grève au début de l'année scolaire ;
- Pareillement au mois de Juillet 2016, le mois d'Aout a connu un grand nombre de mouvements de protestations d'ordre environnemental et sanitaire compte tenu des problématiques de pollution, d'ordure, de gaspillage pour les préoccupations environnementales et la situation des hôpitaux dans les régions intérieures qui souffrent de l'absence des moyens et matériels, de cadres médicaux et paramédical altérant la qualité du service pour les revendications sanitaires ;
- Le retour des protestations d'ordre sécuritaire avec le retour inquiétant et qu'on croyait révolus des actes de terrorisme dans certaines régions ; la lutte contre le terrorisme doit revêtir un nouvel aspect suivant l'évolution du paysage terroriste ;



- Un recul des protestations d'ordre économique a été enregistré par rapport au mois de Juillet 2016, en dépit des indicateurs négatifs présentés sur les problématiques de développement, d'infrastructure, de la situation économique n'ont pas réussi à mobiliser les protestataires. Les discours politique et médiatique axés sur les difficultés du secteur industriel et touristique, la sécheresse dans le secteur agricole, les problèmes de contrebande et bien d'autres traités de manière quotidienne et intensive ont contribué à orienter les mouvements de protestations vers d'autres secteurs de revendications ;
- La violence dans les stades lors de deux rencontres sportives laisse présager une saison sportive future assez difficile.

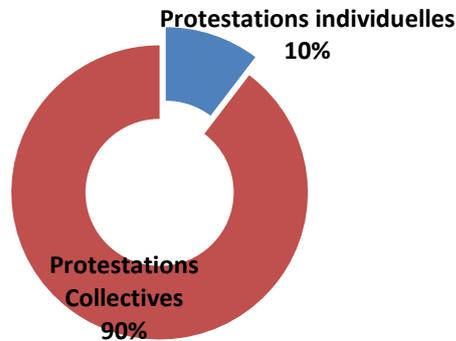
Les mouvements de protestation individuelles et collectives durant le mois d'Aout se présentent comme suit :

Mois	Aout		Juillet		Juin	
Nature des Mouvements						
Protestations individuelles	56	10,3%	64	11,3%	79	19,8%
Protestations Collectives	486	89,7%	504	88,7%	319	80,2%
Mouvements de Protestation	542		568		398	

Un recul relatif des actes de protestations par rapport au mois de Juillet précédent a été enregistré en gardant la même architecture.



Les mouvements de Protestation Aout 2016



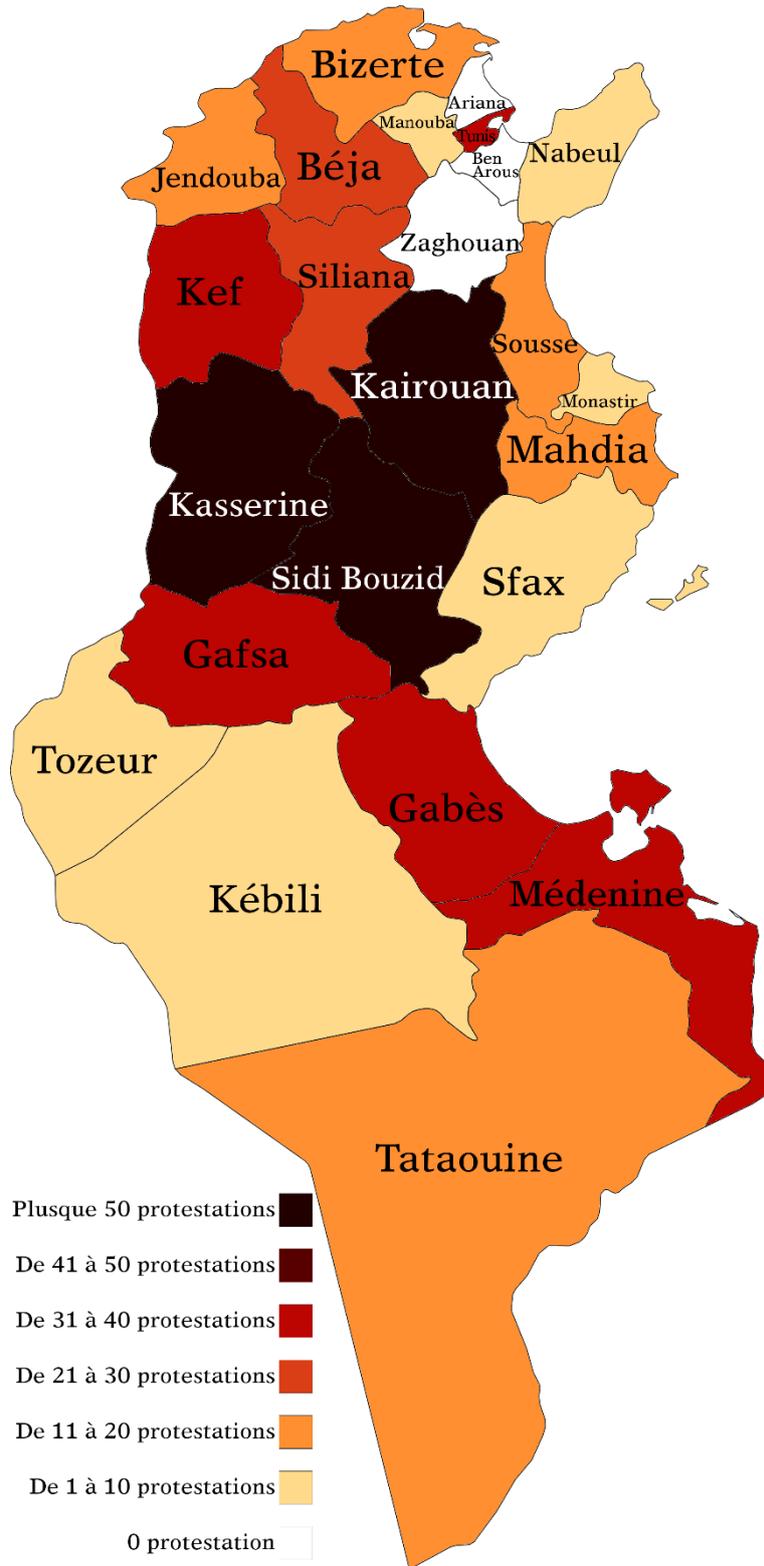
La répartition de ces mouvements citoyens par région s'est faite comme suit :

	Aout			
	mouvements individuels	Suicides et tentatives de suicide	Protestations collectives	Total
Bizerte	0	6	13	19
Tunis	2	2	29	33
Ariana	0	0	0	0
Manouba	0	2	4	6
Ben Arous	0	0	0	0
Zaghouan	0	0	0	0
Nabeul	0	2	8	10
Jendouba	0	1	17	18
Beja	0	1	22	23
Kef	0	10	28	38
Seliana	0	0	27	27
Sousse	0	1	18	19
Monastir	0	0	7	7
Mahdia	1	0	10	11
Sfax	0	0	10	10
Kairouan	3	5	50	58
Kasserine	0	3	52	55
Sidi Bouzid	0	1	55	56
Gabes	0	13	27	40
Medenine	0	2	37	39
Tataouine	0	0	20	20
Gafsa	0	1	39	40
Tozeur	0	0	9	9
Kebili	0	0	4	4
Total	6	50	486	542

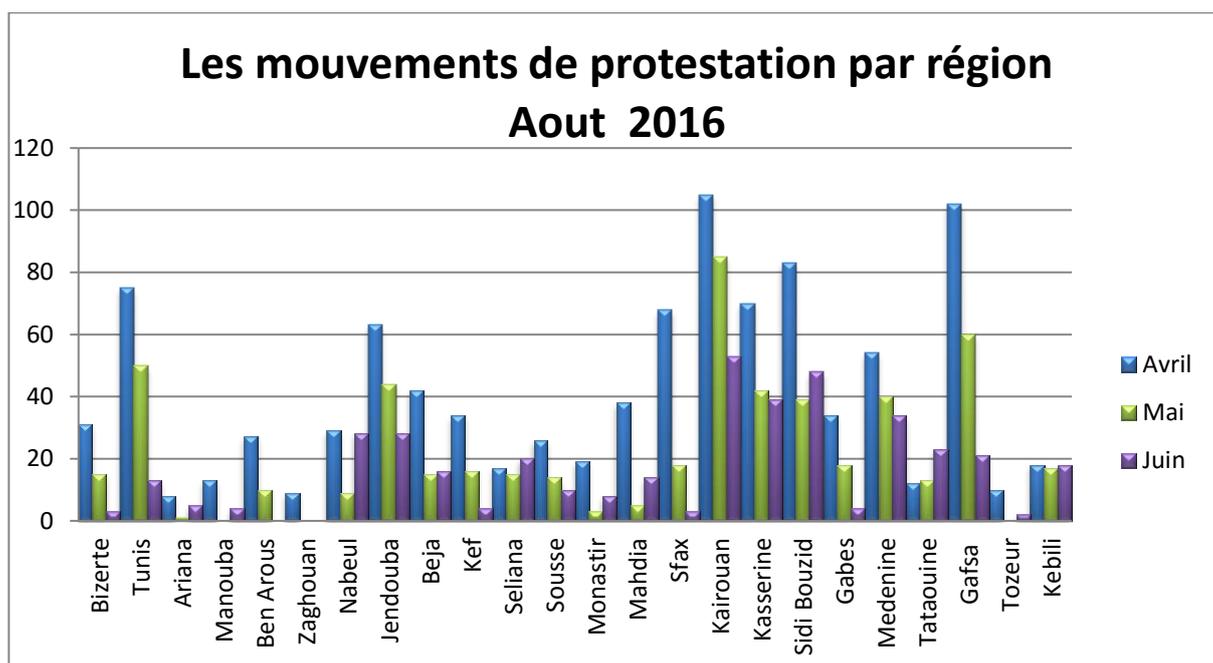
La répartition géographique des mouvements de protestation permet de constater les éléments suivants :



- Une légère différence dans l'architecture géographique des mouvements de protestations ;
- Les gouvernorats de **Kairouan, Sidi Bouzid et Kasserine** ont connu le plus de mouvements de protestations avec un recul dans les gouvernorats de **Tunis, Gafsa et Jendouba** ;
 - Les gouvernorats de **Gafsa, Tunis, El Kef, Médenine et Gabes** viennent en second lieu avec un recul des fréquences des manifestations dans les gouvernorats de **Tataouine, Sousse, Beja, Sfax, Bizerte et Seliana** ;
 - Suivent les gouvernorats de **Bizerte, Beja, Seliana et Tataouine** ;
 - Viennent ensuite les gouvernorats de **Jendouba, Nabeul, Sousse, Mahdia et Sfax** ;
 - Les gouvernorats de **Manouba, Monastir, Tozeur et Kebili** ont connu un nombre réduit de mouvements de protestation ;
 - Les gouvernorats de **Zaghouan, Ben Arous et Ariana** n'ont connu aucun mouvement de protestation durant le mois d'Aout 2016.



Répartition géographique des mouvements de protestation individuels et collectifs



Les mouvements de protestation individuels ou les suicides, tentatives de suicide et autres mouvements :

Mois	Aout		Juillet		Juin	
Nature des Mouvements		%		%		%
Suicides et tentatives de suicide	50	89%	53	83%	10	13%
Autres mouvements de protestations	6	11%	11	17%	69	87%
Protestations individuelles	56		64		79	

50 actes de suicides et tentatives ont été enregistrés durant le mois d'Aout 2016 dont 23 dans des mouvements de tentatives collectives et ce à travers des grèves sauvages de la faim dans plusieurs régions et en revendication du droit au travail et de régularisation de certaines situations professionnelles.

Les mouvements de protestations individuelles :

6 actes de protestations individuelles ont été relevés ; l'essentiel se présente comme suit :

- A Kairouan un détenu a entamé une grève de la faim dans une prison en guise de protestation contre son agression par l'un des agents carcéraux et son non transport à



l'hôpital pour une intervention chirurgicale suite à un coup de feu reçu en 2013 et son interdiction de rencontrer le procureur général du tribunal de Sousse ;

- Un citoyen originaire de la délégation d'El Oueslatya lance un cri de détresse concernant la nécessité de changer le stent cardiaque de son fils natif de 2002 et atteint d'une maladie cardiaque implanté à l'étranger. La direction de la CNAM lui refuse cette action malgré l'insistance de son médecin traitant sur l'urgence de cette opération à l'étranger ;
- La mère d'une brûlée grave entame une grève de la faim pour demander le transfert de sa fille à l'Hôpital de Ben Arous ;
- La grève ouverte d'un ouvrier de chantier travaillant dans l'hôpital local de la délégation d'Essouassi, gouvernorat de Mahdia, revendiquant la régularisation de sa situation professionnelle et son recrutement comme fut le cas de ses homologues dans d'autres hôpitaux régionaux ;
- La protestation de la mère du journaliste Nadhir Ktari et ce en se déplacent en Lybie à la recherche de son fils et son collègue ;
- La protestation d'une mère dénonçant l'urgence d'une opération que doit subir son fils avant ses cinq ans ; date qui sera atteinte dans deux semaines.

Les mouvements de suicides, tentatives de suicide :

Tranches d'âge	Moins de 15 ans	16/25 ans	26/35 ans	36/45	46/60 ans	Plus de 60 ans	Total
Masculin	0	3	17	18	2	2	42
Féminin	0	2	1	2	1	2	8
Total	0	5	18	20	3	4	50
%	0%	10%	36%	40%	6%	8%	

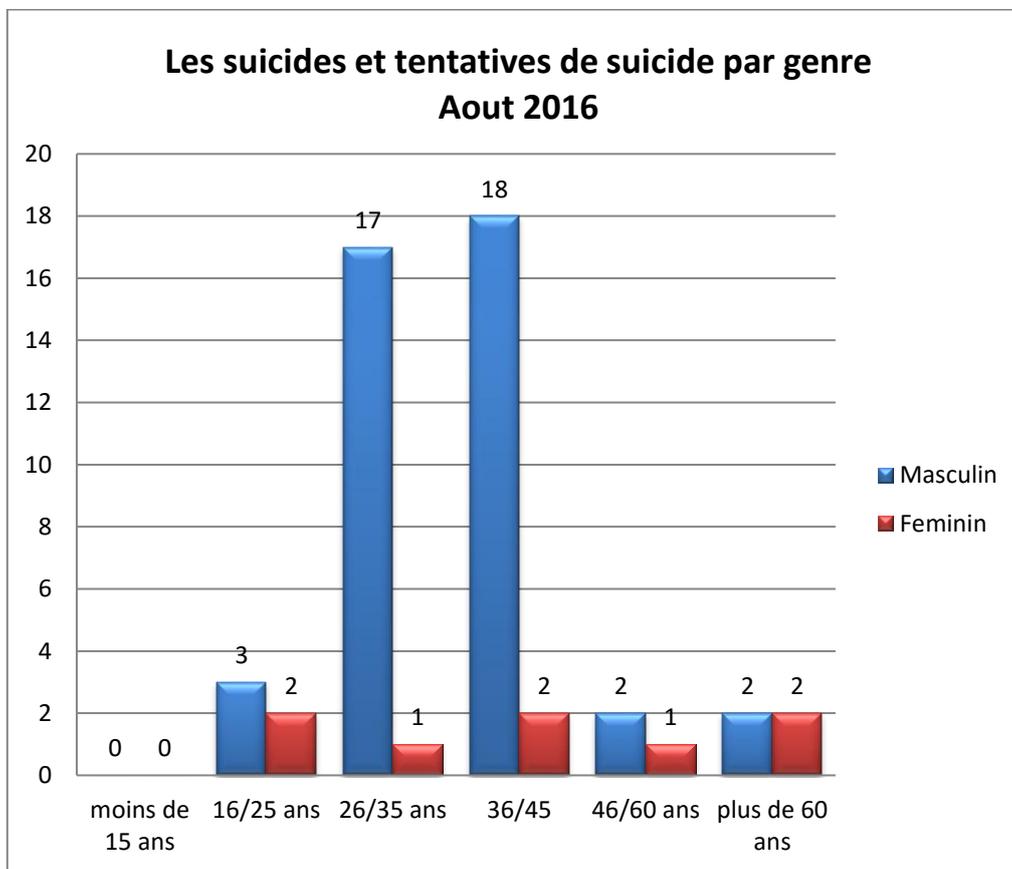
Aucun acte de suicide et tentative des mois de 15 ans n'a été relevé durant le mois d'Aout 2016.



Il est utile de rappeler la nécessité de prise de garde vu que nous sommes aux portes de la rentrée scolaire.

Un recul des actes de suicides et tentatives a été enregistré, également, chez les jeunes dans la tranche d'âge située entre 16 et 25 ans.

Le mois d'Aout 2016 a connu 4 cas chez les personnes âgées de plus de 60 ans dont un homme de 76 ans.



Les actes de suicides et tentatives féminins ont enregistré un recul plus que d'ordinaire avec 8 cas observés.

La distribution des actes de suicides et de tentatives de suicide par région se fait comme suit :



	Aout	Juillet	Juin
Bizerte	6	2	1
Tunis	2	18	1
Ariana	0	2	0
Manouba	2	0	2
Ben Arous	0	0	0
Zaghouan	0	0	0
Nabeul	2	3	22
Jendouba	1	0	7
Beja	1	0	1
Kef	10	0	2
Seliana	0	0	1
Sousse	1	0	2
Monastir	0	0	1
Mahdia	0	6	1
Sfax	0	5	3
Kairouan	5	4	8
Kasserine	3	2	6
Sidi Bouzid	1	1	5
Gabes	13	0	1
Médenine	2	1	1
Tataouine	0	1	0
Gafsa	1	7	3
Tozeur	0	0	0
Kebili	0	1	1
Total	50	53	69

Nous remarquons une modification dans la cartographie des suicides et tentatives par régions puisque les gouvernorats de **Gabes, El Kef, Bizerte et Kairouan** ont été les plus touchés par ordre décroissant.

Les **dix gouvernorats restants** n'ont connu aucun acte de suicides ou de tentative.

Les différents cas de suicides et tentatives de suicides relevés, durant le mois d'Aout 2016 sont, essentiellement, comme suit :

- Le gouvernorat de **Bizerte** :
 - Par pendaison :
 - Un jeune de 26 ans dans la région de Sejnane sans raisons connues ;



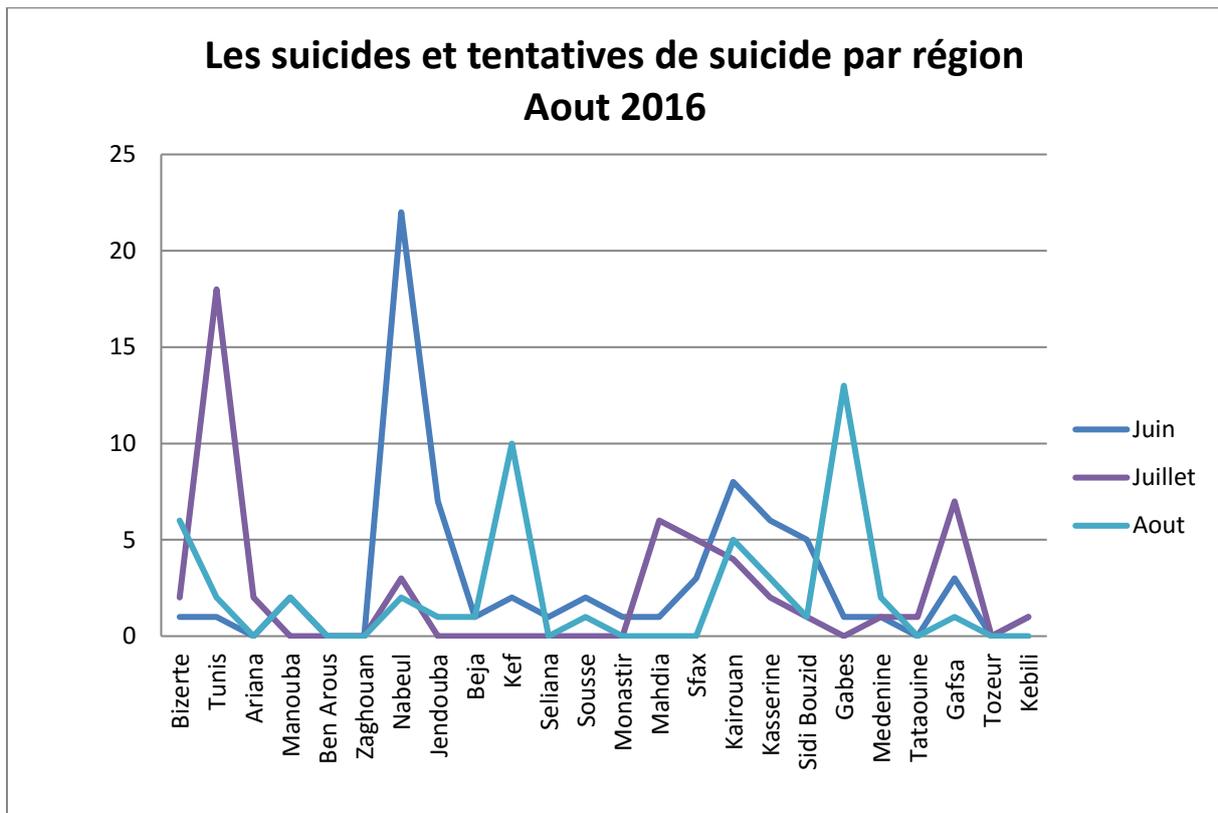
- Un adulte de 40 an disparu depuis 3 jours et retrouvé par sa sœur qui a senti une odeur nauséabonde dans une maison abandonnée avoisinante dans la région de Kriaa, délégation de Sejnane ;
- Une mère de 6 enfants sans raisons connues ;
- Par immolation :
 - Un jeune joueur de football dans la région de Mateur sans raisons connues ;
- Par précipitation d'un toit :
 - La tentative de suicide d'un citoyen sauvé à temps par les forces de l'ordre ;
- Par ingestion de pesticides :
 - Une institutrice de 37 ans au repos depuis un moment pour troubles psychologiques.
- Le gouvernorat de **Tunis** :
 - Par immolation :
 - Un adulte âgé de plus de 60 ans sans raisons connues ;
 - Par précipitation :
 - Le suicide d'un médecin psychiatre pour des raisons sentimentales.
- Le gouvernorat de **Manouba** :
 - Par immolation :
 - Un adulte de 40 ans dans la région de Tebourba pour incapacité de rembourser ses dettes ;
 - Par noyade :
 - Un jeune membre du bureau exécutif de Nidaa Tounes à Manouba dans la région de Khelidya avant d'envoyer une lettre d'excuses à ses amis ;
- Le gouvernorat de **l'Ariana** :
 - Par pendaison :
 - Un adulte âgé de 76 ans dans la région d'El Houarya sans raisons connues ;



- Par immolation :
 - Une jeune femme dans la région de Hammamet suite au départ de son fiancé ;
- Le gouvernorat de **Jendouba** :
 - Par pendaison :
 - Un jeune dans la région de Fernena sans raisons connues ;
- Le gouvernorat de **Béja** :
 - Par pendaison :
 - Une femme âgée de 62 ans dans la région de Ksar Mezouar, Beja nord pour des raisons familiales.
- Le gouvernorat du **Kef** :
 - Par grève sauvage de la faim :
 - 8 jeunes dans une prison en guise de protestation contre leur arrestation préventive pour désobéissance civile dans des protestations collectives durant le mois de Janvier dernier ;
 - Par pendaison :
 - Un adulte dans la région de Sidi Mansour suite à la précarité de sa situation sociale ;
 - Par immolation :
 - Un jeune de 30 ans dans la région de Tajerouine.
- Le gouvernorat de **Sousse** :
 - Par immolation :
 - Un jeune trentenaire dans la région de Nefidha sans raisons connues.
- Le gouvernorat de **Kairouan** :
 - Par grève sauvage de la faim :
 - 2 ouvriers dans une coopérative agricole à Hajeb Layoun suite à un licenciement abusif par l'administration il y a 2 mois ;



- Par pendaison :
 - Un jeune trentenaire dans la région de Briket marié et ouvrier du bâtiment sans raisons connues ;
 - Une sexagénaire dans la région de Bou Hajla sans raisons connues.
- Par Immolation :
 - Une jeune handicapée trentenaire à cause de la précarité de sa situation sociale sachant que ses parents ont protesté auparavant pour demander la prise en charge de leur fille.
- Le gouvernorat de **Kasserine** :
 - Par pendaison :
 - Un jeune trentenaire dans la délégation de Foussena ;
 - Par immolation :
 - Une jeune de 16 ans suivie psychologiquement à cause des différends familiaux sachant que la mère de la fille est hospitalisée dans l'hôpital des grands brûlés après avoir tenté de sauver sa fille.
 - Un adulte de 40 ans dans la région de Ain Khadhra, délégation Zouhour suite à un différend avec un proche.



- Le gouvernorat de **Sidi Bouzid** :
 - Le suicide, par ingestion de produits chimiques, d'un jeune de 24 ans dans la région de Ouled Zeyed sans raisons connues.

- Le gouvernorat de **Gabes** :
 - 13 sit-inneurs devant le poste de la garde nationale entrent dans une grève sauvage de la faim en guise de protestation contre les mutations abusive d'un nombre d'agents de la garde nationale malgré des messages positives du haut responsable qui a promis de régler ces problèmes sans suite enregistrée

- Le gouvernorat de **Médenine** :
 - Le suicide par pendaison :
 - Une jeune femme de 29 ans dans la ville de Médenine originaire de la délégation de Remada, gouvernorat de Tataouine, demenageant



- depuis une semaine avec sa mère auprès de son frère travaillant à Tataouine sans raisons connues ;
- Une jeune femme de 29 ans dans la région de Mellita Houmet Essouk, Jerba sans raisons connues ;
 - Par précipitation :
 - Un touriste russe de 24 ans dans la région de Jerba sans raisons connues.
 - Le gouvernorat de **Gafsa** :
 - Par immolation :
 - La tentative de suicide d'un des sit-inneurs devant le siège du gouvernorat en se couvrant d'essence sur la clôture externe du siège du gouvernorat.

Les mouvements de protestations collectifs :

486 mouvements de protestations collectives ont été relevés durant le mois d'Aout 2016 dans 21 gouvernorats à l'exception des gouvernorats de **Zaghuan, Ben Arous** et **l'Ariana** qui n'ont connu aucun mouvement protestataire.

Les mouvements de protestations collectifs sont à repartir comme suit :

	Aout	Juillet	Juin
Protestations Instantanées	194	225	155
Protestations Spontanées	182	179	107
Protestations Violentes	110	100	57
Total	486	504	319

Nous remarquons la continuité de l'architecture des mouvements de protestations collectives en comparaison aux mois de Juin et Juillet 2016 avec la prédominance des mouvements instantanés ensuite spontanés enfin violents.



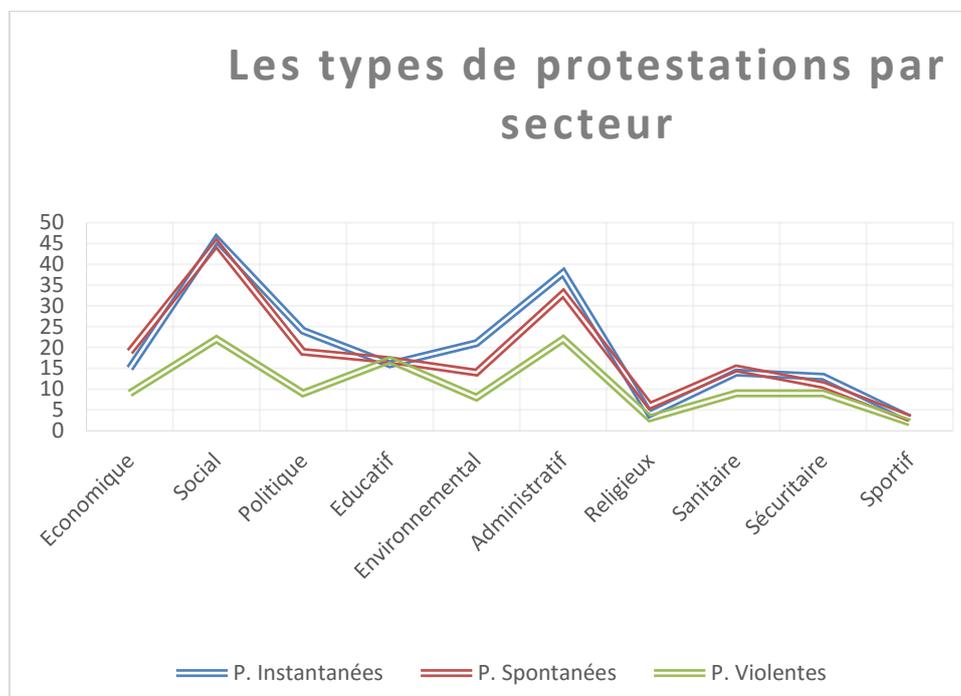
La structure sectorielle des manifestations de protestation collective se dresse comme suit :

	Aout			Total	%
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes		
Economique	15	19	9	43	9%
Social	46	45	22	113	23%
Politique	24	19	9	52	11%
Educatif	16	17	17	50	10%
Environnemental	21	14	8	43	9%
Administratif	38	33	22	93	19%
Religieux	4	6	3	13	3%
Sanitaire	14	15	9	38	8%
Sécuritaire	13	11	9	33	7%
Sportif	3	3	2	8	2%
Total	194	182	110	486	

Une modification dans l'architecture des mouvements de protestations collectifs instantanés et spontanés malgré la prédominance des secteurs social et administratif nous



enregistrons une recrudescence des mouvements d'ordre politique et un recul des revendications économiques.



Les préoccupations d'ordre environnemental ont connu une augmentation des manifestations citoyennes collectives aussi bien instantanées que spontanées durant les 2 derniers mois.

L'analyse croisée entre les secteurs de revendications et les types de protestations observées permet de dresser le tableau suivant :

	Aout				%
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	
Bizerte	9	4	0	13	3%
Tunis	16	10	3	29	6%
Ariana	0	0	0	0	0%
Manouba	2	2	0	4	1%
Ben Arous	0	0	0	0	0%
Zaghouan	0	0	0	0	0%



Nabeul	4	4	0	8	2%
Jendouba	8	5	4	17	3%
Beja	7	7	8	22	5%
Kef	9	11	8	28	6%
Seliana	9	10	8	27	6%
Sousse	6	7	5	18	4%
Monastir	3	2	2	7	1%
Mahdia	5	3	2	10	2%
Sfax	3	4	3	10	2%
Kairouan	14	20	16	50	10%
Kasserine	18	25	9	52	11%
Sidi Bouzid	24	20	11	55	11%
Gabes	9	7	11	27	6%
Medenine	14	13	10	37	8%
Tataouine	7	9	4	20	4%
Gafsa	20	13	6	39	8%
Tozeur	5	4	0	9	2%
Kebili	2	2	0	4	1%
Total	194	182	110	486	

Les mouvements collectifs concernant le secteur de la santé ont connu une recrudescence durant le mois d'Aout 2016 avec le maintien des mouvements dans le secteur éducatif qui perdurent depuis plusieurs semaines.

Ces protestations liées au secteur éducatif ont été les plus présentes en nombre, également, dans les mouvements de nature violente avec des possibilités d'évolution au début de la rentrée scolaire.

Ce même tendance d'escalade doit être retenue dans les mouvements relatifs au secteur sportif.

Les types de protestations relevés par région se présentent comme suit :



Villes	Aout											Total	%
	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Religieux	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif			
Bizerte	0	3	2	0	2	3	0	2	1	0	13	3%	
Tunis	0	7	4	2	2	3	2	3	1	5	29	6%	
Ariana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
Manouba	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	4	1%	
Ben Arous	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
Zaghouan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
Nabeul	0	2	4	0	0	2	0	0	0	0	8	2%	
Jendouba	3	7	0	0	6	1	0	0	0	0	17	3%	
Beja	0	6	0	6	4	6	0	0	0	0	22	5%	
Kef	0	3	3	9	0	10	0	0	3	0	28	6%	
Seliana	7	0	0	0	5	5	0	5	5	0	27	6%	
Sousse	2	3	0	3	0	4	0	0	3	3	18	4%	
Monastir	0	0	0	0	0	1	0	3	3	0	7	1%	
Mahdia	0	3	0	3	0	4	0	0	0	0	10	2%	
Sfax	0	0	3	3	0	4	0	0	0	0	10	2%	
Kairouan	7	15	4	4	4	6	0	4	6	0	50	10%	
Kasserine	2	11	7	3	5	5	11	8	0	0	52	11%	
Sidi Bouzid	5	16	9	3	3	14	0	5	0	0	55	11%	
Gabes	0	5	3	5	3	5	0	5	1	0	27	6%	
Medenine	8	5	3	0	5	7	0	3	6	0	37	8%	
Tataouine	3	7	0	3	0	7	0	0	0	0	20	4%	
Gafsa	4	14	8	3	2	6	0	0	2	0	39	8%	
Tozeur	2	2	2	3	0	0	0	0	0	0	9	2%	
Kebili	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	4	1%	
Total	43	113	52	50	43	93	13	38	33	8	486		



Les **moyens** essentiels utilisés dans les mouvements de protestations collectives ont été, par ordre de fréquence :

- Les réseaux sociaux ;
- Les sit-ins, les grèves sauvages de la faim, les pétitions, les grèves, les menaces de suicide ;
- Les appels de détresse à travers les médias, les grèves de la faim, le blocage des routes, les affrontements avec les forces sécuritaires, les manifestations pacifiques ;
- L'assaut des institutions administratives, blocage des lieux de travail, pneus brûlés, l'attaque de postes de sécurité, la désobéissance civile, blocage des trains et menaces de migrations collectives.

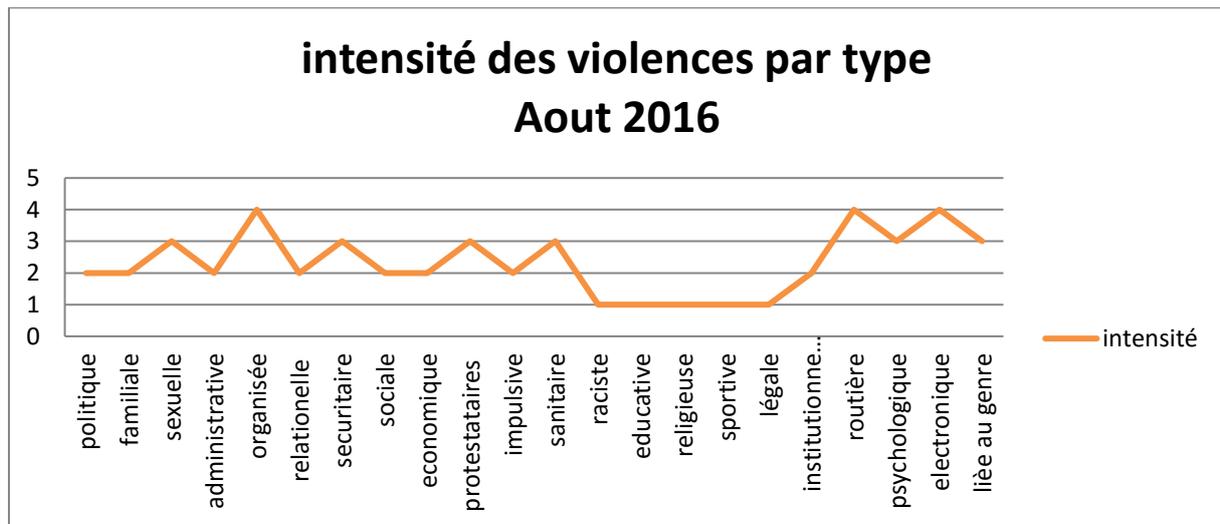
Les **espaces** de protestations, par ordre de présence, ont été comme suit :

- Les routes, les sièges de la S.O.N.E.D.E. ;
- Les municipalités, les ministères, les hôpitaux, la S.T.E.G. ;
- Les sièges administratifs, les espaces publics, les espaces de travail, les sièges de délégations et gouvernorats ;
- Les espaces éducatifs, le siège de l'A.R.P., le siège de la présidence du gouvernement et les stades sportifs.

Les violences :

L'Observatoire Social Tunisien a enregistré un recul des actes de violence durant le mois d'Aout 2016 avec un nombre important d'actes de violence de nature criminelle suivis de violences familiales, conjugales, d'agressions sexuelles et de violences de nature sociale.

Il est important de noter la recrudescence de la violence policière qui en opposition à la mission essentielle des organismes de l'ordre qui doivent veiller sur la sécurité et la protection des individus.



Le mois d'Aout a été le témoin d'un retour des actes de terrorisme avec deux malheureuses opérations dans le gouvernorat de Kasserine ainsi que des violences dans les espaces sportifs en rapport avec des matches entre des grandes équipes comme l'Esperance Sportive de Tunis, le Club Africain et l'Etoile Sportive du Sahel.

Il s'en suit une énumération des actes de violences les plus marquants durant le mois d'Aout 2016 sur la base d'observations à partir des journaux quotidiens, hebdomadaires, en langue arabe et française ainsi que les web médias, sites électroniques et réseaux sociaux.

-La violence sexuelle : la majorité des actes d'agressions sexuelles ont eu pour cibles, des mineurs, des enfants de moins de 15 ans. A Medjez Elbeb le père d'une fillette de 9 ans a porté plainte contre un proche parent pour agression sexuelle. Sidi Bouzid a connu l'agression sexuelle d'une fillette de 13 ans. A Gaafour, gouvernorat de Seliana un adulte a agressé sexuellement un enfant de 11 ans lui laissant des séquelles psychologiques importantes. Dans la région de Borj Sedria, gouvernorat de Ben Arous une enfant de 9 ans a été enlevé et violée. L'agression sexuelle d'un voisin de la fille de ses voisins âgée de 13 ans a engendré un état de gronde de plusieurs jours dans la région.

La tentative d'enlèvement par des individus dans une voiture d'une jeune femme sur son chemin pour aller au travail dans le centre-ville de Bizerte tôt le matin a fait couler beaucoup d'encre en soulevant la problématique sécuritaire ainsi que la présence (absence) de sécurité et agents de l'ordre dans les villes et villages.



- **La violence criminelle** : Plus du tiers des actes de violence enregistrés durant le mois d'Aout 2016 ont été de nature criminelle. Une partie a été relevée lors de disputes et de réactions de vengeances à des conflits dans des soirées alcoolisées qui dégénèrent provoquant la mort de personnes. Tel a été le cas à Aouzja, gouvernorat de Bizerte. A Menzel Bourguiba un compagnon de soirée alcoolisée a perdu une oreille et a été admis aux urgences.

Il est important de souligner que la majeure partie des violences criminelles enregistrées ont été pour vol avec des actes de braquage. Tel a été le cas dans un métro au centre-ville engendrant des dégâts physiques importants lors de l'agression du chauffeur. Plusieurs vols de bétail ont été commis dans les villages et les régions qui souffrent de l'absence des agents de la sécurité nationale comme Bou Argoub, les zones rurales de Sidi Bouzid, de Sfax, El Kef, Jendouba et autres.

-**La violence sécuritaire** : le mois d'Aout 2016 a connu un nombre important de violence policière. A Gafsa, un sécuritaire a agressé un agent de propreté de la municipalité engendrant un mouvement de protestation de la part des agents d'entretien de la même région. A Foussena, gouvernorat de Kasserine une infirmière a été agressé par un agent de l'ordre venant accompagné sa mère au soin. Trois agents de la sécurité nationale ont agressé violemment un jeune dans la ville de Dahmani, gouvernorat du Kef l'envoyant en réanimation dans un état de santé critique. A Nabeul un agent de surveillance a agressé un jeune à l'entrée d'un hôtel suite à un différend. Dans le poste de police de Sid EL Bechir, à la capitale, un jeune a été violemment frappé suite à une arrestation lors d'un contrôle routinier.





-La violence impulsive et sociale : les violences impulsives et sociales ont eu lieu essentiellement dans les espaces festifs, lors de fêtes de mariage qui ont connu des disputes entre des groupes de jeunes engendrant des blessures de gravités variables allant jusqu'au décès.

Un différend autour de l'établissement de frontière opposant deux tribus, à Kebili, a évolué vers un état de violence et de gronde ainsi que certains dégâts physiques. Une dispute entre bandes de jeunes dans la délégation de Jelma a engendré un état de chaos entre maisons brûlées et échange de violence allant jusqu'à la mort d'un des jeunes.

-La violence sportive : les grandes rencontres sportives ont connu plusieurs actes de violence et de chaos. Tel a été le cas lors de la rencontre de l'Etoile Sportive du Sahel avec un Club Turc à Sousse et le cas lors de la finale de la coupe de Tunisie entre l'Esperance Sportive de Tunis et le Club Africain dans le Stade de Rades.

-La violence raciste : un serveur, dans un hôtel à Mahdia, a agressé un homme concernant sa peau foncée en refusant de le servir, le traitant d'esclave et en l'agressant physiquement au vu et au su de plusieurs témoins dans le restaurant de l'hôtel.

-La violence terroriste : le mois d'Aout 2016 a été le théâtre de deux malheureuses opérations terroristes dans le gouvernorat de Kasserine engendrant plusieurs victimes aussi bien dans le rang des civiles que dans les rangs de nos militaires.

L'intensité par région des violences a été enregistrée comme suit :



Intensité des Violences par Gouvernorats

